

le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

13^e ANNEE - N° 205
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS - 3 Esc.
du 18 au 31 oct. 1975

Dans les soubresauts du capitalisme, l'exigence de la lutte pour le communisme

Si par une hypothèse absurde, avec le chômage qui le menace ou le frappe déjà, avec son maigre salaire qui s'en va en fumée, le prolétaire d'aujourd'hui trouvait la force, le temps et la sérénité nécessaires pour ouvrir le livre III du Capital, il y lirait en un peu plus d'une page, au chapitre XV, le diagnostic impitoyable des quelques grandeurs et des misères infinies du mode de production capitaliste ; il y lirait, jaillie des convulsions même du mode de production capitaliste, l'exigence d'un mode de production et d'un système social qui héritent de l'unique conquête du capitalisme — c'est-à-dire ce « développement des forces productives du travail social » qui est « la tâche et la justification historique du capital » — mais qui abattent ses féroces barrières ; il y lirait l'exigence impérieuse du communisme :

« La contradiction de ce mode de production capitaliste réside dans sa tendance à développer absolument les forces productives, qui entrent sans cesse en conflit avec les conditions spécifiques de production, dans lesquelles se meut le capital, les seules dans lesquelles il puisse se mouvoir.

On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décemment et humainement la masse de la population.

On ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail. Au contraire. Premièrement, on produit une trop grande fraction de la population qui effectivement n'est pas capable de travailler, qui par les conditions dans lesquelles elle vit n'a d'autre ressource que d'exploiter le travail d'autrui, ou en est réduite à des travaux qui ne peuvent être tenus pour tels que dans le cadre d'un mode de production misérable. Deuxièmement, on ne produit pas assez de moyens de production pour permettre à toute la population apte au travail de travailler dans les conditions les plus productives, donc pour permettre de réduire son temps de travail absolu grâce à la masse et à l'efficacité du capital constant employé pendant le temps de travail.

Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchan-

dises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse.

On ne produit pas trop de richesse. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes, contradictoires » (Le Capital, livre III, chap. XV, Editions Sociales, p. 270).

C'est là l'absurdité historique, la condamnation matérielle d'un mode de production qui multiplie par cent la productivité sociale du travail mais qui, parce qu'il trouve en lui-même sa propre limite insurmontable, impose à des masses immenses de la planète un double calvaire : en temps normal, elles n'ont pas assez pour manger à leur faim ni pour participer au procès productif ; en temps de crise, elles découvrent périodiquement que, comme disent les chantres du capital, on a commis le péché collectif de produire trop pour que la machine à fabriquer des marchandises puisse continuer sa marche ininterrompue, et qu'il faut l'arrêter de la seule façon possible : c'est-à-dire en jetant sur le pavé les prolétaires « en surnombre » et en condamnant le reste à la misère.

C'est là surtout l'absurdité historique et la condamnation matérielle d'un mode de production dont les conquêtes techniques et scientifiques permettraient théoriquement de réduire à un minimum absolu les heures de travail socialement nécessaires pour

satisfaire la totalité des besoins de l'espèce, en les répartissant entre tous les hommes, mais qui en plus d'un siècle de prodigieu-

- DANS CE NUMERO :**
- Espagne : le maître ordonne, le valet obéit.
 - Portugal : le mirage du « pouvoir populaire ».
 - A propos de l'organisation des travailleurs immigrés.
 - Une intervention du Parti.

ses conquêtes terrestres et maintenant spatiales, rive les prolétaires qui ont encore du travail au mur insurmontable des 8 heures, alors que ceux que sa roue infernale jette régulièrement à la rue sont condamnés aux zéro heures, à grossir l'armée industrielle de réserve, l'armée sans frontières de ceux qui sont condamnés à ne pas avoir de place stable dans le tourbillon de la production, qui tour à tour les attire et les rejette selon les exi-

(suite page 4)

Le pain, sinon le travail !

Les opportunistes ne se contentent pas de nier le marxisme en donnant l'illusion de la « garantie de l'emploi », mais ils font en pratique de cette revendication un moyen supplémentaire d'attiser la division entre les travailleurs.

Marx a démontré l'utopie d'une quelconque « garantie de l'emploi » en établissant que même en période de soi-disant « plein emploi » il existe toujours une surpopulation ouvrière relative, une armée de réserve soumise aux fluctuations des besoins du capital, et que le capitalisme ne peut garantir aux prolétaires que l'« indispensable subordination du travail au capitaliste », « rapport absolu de dépendance ».

La garantie de l'emploi que les réformistes proposent s'inscrit dans leur perspective politique : « la crise n'est pas fatale », elle est due aux erreurs de gestion de mauvais capitalistes qui veulent dépasser les limites « raisonnables » du profit et d'une politique délibérée du « pouvoir » ; mais la bonne gestion des partis soi-disant ouvriers et les solutions du Programme Commun permettront de garantir un équilibre stable entre l'offre et la demande de travail et... de rendre viable le régime capitaliste ! En attendant il faut mettre la lutte revendicative en sourdine : ce qui importe, ce n'est pas la défense des ouvriers, la lutte contre les licenciements ou pour l'indemnisation des chômeurs, mais de « faire prendre conscience de la vraie nature des problèmes et de leur solution dans le Programme Commun, c'est-à-dire nationalisation, planification et gestion économique par l'Etat des secteurs clés ». Mais la gestion P.C.-P.S. n'échappera pas elle non plus aux lois du Capital !

Dans la pratique, à quoi sert cette revendication entre les mains des opportunistes ?

Sous la rubrique « garantie de l'emploi », dans son Document d'Orientation (Le Peuple, n° 959), la C.G.T. dresse un catalogue de mesures destinées à éviter la lutte collective des ouvriers menacés de licenciement, en les faisant transiter par tout un circuit complexe d'instances paritaires, de juridictions, d'autorités syndicales compétentes, qui doivent trancher sur le bien-fondé de leur licenciement, instituer un recours à l'Etat bourgeois ou à la « responsabilité collective du patronat » : elle appelle les prolétaires non à la lutte en rangs serrés, mais à s'en remettre à toutes sortes de bons juges qui vont s'occuper d'eux, y compris les patrons, et en dernier ressort au sacro-saint Etat qui peut tout régler. C'est l'infection démocratique et légaliste, contenue également dans l'appel à lutter pour le simple respect de leurs droits que lance la C.F.D.T., les deux centrales ne cherchant jamais à construire le rapport de forces qui seul pourrait faire de ces « droits » autre chose qu'un chiffon de papier.

Entre autres, la C.G.T. propose que tout licenciement soit accompagné d'un reclassement préalable. Voilà ce que cela signifie dans les faits : en mai 75, l'entreprise de construction Bagnoud à Genève licencie 110 ouvriers. Ils ripostent en déclarant une grève illimitée pour la garantie de l'emploi et du salaire pour tous, augmentation de 70 centimes avec effet rétroactif depuis janvier, paiement des heures de grève, aucune mesure de répression, et en refusant les reclassements individuels. Pour « garantir l'emploi », l'opportuniste intervient en demandant à l'Office de placement de bloquer provisoirement l'entrée

(suite page 4)

Portugal

Le mirage du « pouvoir populaire »

Certains comparent volontiers le Portugal du 25 avril et la Russie de février 1917. Un des parallèles les plus communs, et les plus faux en même temps, est celui qui est fait entre les soviets de députés ouvriers et soldats et les actuels « conseils » portugais, dans lesquels on prétend voir la source et l'embryon d'un « pouvoir populaire ».

Les soviets russes étaient des organisations territoriales nées d'une insurrection armée victorieuse qui fit apparaître un pouvoir à deux têtes. Les ouvriers ainsi que les soldats marchaient avec les soviets, dont ils attendaient des mesures urgentes. Les patrons, les propriétaires fonciers, les professions libérales, les fonctionnaires de haut rang et les officiers avaient les yeux braqués vers le gouvernement constitué dans la Douma et qui ne pouvait pas grand-chose sans l'accord des soviets. Cette dualité de pouvoir prouvait que la rupture de l'équilibre social avait déjà causé de graves cassures dans la superstructure de l'Etat.

Au Portugal la « révolution des œillets » n'est pas née d'une insurrection populaire mais d'un coup d'Etat mené par une organisation d'officiers avec l'accord tacite de l'appareil d'Etat et l'assentiment de la bourgeoisie nationale et internationale, un coup d'Etat dont le double objectif était de prévenir le danger d'un mouvement populaire et de maintenir la sacro-sainte unité des forces armées, fondement même du pouvoir.

Il était normal — et les classes dominantes ne pouvaient l'éviter — que dans les brèches provoquées par le choc de la guerre coloniale et à la faveur du changement de régime, le mouvement ouvrier, dont les luttes allaient croissant depuis quelques années, se donne des organisations de lutte multiformes dans les usines, les quartiers, et même dans les casernes, où la résistance à la guerre coloniale a été le facteur décisif des événements. Ce fait est d'une grande importance pour la lutte prolétarienne, mais il n'autorise nullement à parler d'embryons de pouvoir. Si les soviets russes ont été des organismes d'attaque contre l'Etat et de pouvoir révolutionnaire, les organisations nées au Portugal sont apparues sur le terrain de la résistance contre le capital, sur le terrain de la lutte immédiate et non de la lutte générale contre le capitalisme.

Cela veut-il dire que ces organisations sont théoriquement confinées dans ce rôle pour l'éternité et qu'il est exclu par principe qu'elles puissent prendre un caractère politique, et même révolutionnaire ?

Bien sûr que non. Mais il y a la politique et politique : il y a la politique réformiste de coexistence et de collaboration avec l'Etat et la politique révolutionnaire, de lutte contre l'Etat. La bourgeoisie, qui a une longue expérience de domination, le sait aussi bien que les marxistes.

Les organisations nées de l'agitation ouvrière et sur le terrain de la lutte immédiate ne peuvent pas d'elles-mêmes et spontanément dépasser une politique d'améliorations et de réformes en faveur des ouvriers. Nous sommes les derniers à dire qu'il faut tourner le dos à ces objectifs sous prétexte qu'ils seraient fatalement réformistes et conservateurs, mais il faut reconnaître qu'ils ne sont nullement incompatibles avec l'ordre bourgeois. Au contraire la politique qui se limite à ces objectifs est le point d'appui de l'opportuniste dans la classe ouvrière : ce dernier promet des réformes aux ouvriers moyennant un appui inconditionnel à l'Etat et à la bourgeoisie dont il s'est fait l'allié, cette

(Suite page 3)

RÉUNIONS PUBLIQUES

- **A PARIS**
le vendredi 31 octobre, 20 h 30
Salles Lancry, 10, rue de Lancry, Paris-11^e
(métro : République)
- **A STRASBOURG**
le vendredi 7 novembre, 20 h 30,
maison des syndicats, 1, rue Sédillot

CRISE ET RÉVOLUTION

Lisez et diffusez

PROGRAMME COMMUNISTE **il programma comunista**
EL PROGRAMA COMUNISTA

A propos de l'organisation des travailleurs immigrés

Face à la carence, pire, au sabotage de leurs luttes par les grandes organisations politiques et syndicales, les travailleurs immigrés ont dû, dans ces dernières années, soit chercher la jonction avec les autres travailleurs dans des comités plus ou moins stables, soit constituer des organisations séparées, par nationalité ou inter-nationalités.

Au colloque de l'immigration de février 75 à Montpellier, la question de l'organisation des immigrés a donné lieu à des polémiques très vives, qui ne pouvaient guère clarifier la question dans la mesure où l'on y opposait les formes d'organisation « unitaire » contre organisation « autonome », syndicalisation contre antisindicalisme de principe (voir *Le Proletaire* n° 192). Le débat se poursuit aujourd'hui en particulier autour et au sein des C.U.F.I.

Il est clair que, pour des marxistes, la question ne peut être résolue par des recettes automatiques, ni en fonction de critères plateaux sociologiques (« originalité » ou non des immigrés), ou purement techniques, de « rentabilité » apparente pour chaque action isolée. Les différentes formes d'organisation possibles pour la lutte immédiate doivent être appréciées avant tout en fonction des intérêts de la lutte de classe du prolétariat, c'est-à-dire non seulement la défense effective des travailleurs, mais aussi, comme dans toute lutte revendicative, « moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs » ; et, d'autre part, en fonction de la situation historique de mainmise du social-chauvinisme sur les grandes organisations ouvrières.



Or ceci est une question non pas formelle, mais de contenu, c'est-à-dire de direction. Tant il est vrai que, dans l'intérêt de la paix sociale, l'opportunisme manie aussi bien, et alternativement, les formules organisatives apparemment les plus opposées, le chantage à l'unité et l'argument hypocrite de la « nécessaire autonomie des luttes ».

Le chantage à l'unité lui sert à la fois pour couvrir sa propre responsabilité dans l'impuissance et la division actuelles de la classe et pour tenter de geler toute lutte qui, sauf cas exceptionnel, est forcément minoritaire au départ. Tout noyau combatif se voit dénoncé comme « risquant de s'isoler du reste des travailleurs ». Dans l'intérêt de la collaboration de classe, l'opportunisme met exactement les choses à l'envers. Au nom de l'unité « a priori » comme préalable abstrait, il sabote les conditions concrètes de l'unité : la démonstration par les faits de la solidarité d'intérêts des travailleurs, par-delà les différences de races, de langues et de situation.

Lorsqu'il s'agit des travailleurs immigrés, comme des prolétaires de pays coloniaux ou semi-coloniaux, dénoncer leurs luttes et leurs organisations comme une rupture de l'unité ouvrière et un acte de... nationalisme a toujours été le masque du chauvinisme de grande puissance et de la complicité des opportunistes avec leur propre bourgeoisie dans l'asservissement de ces peuples. C'est la C.G.T. réformiste de Jouhaux tentant, en 1929, d'interdire aux ouvriers algériens et tunisiens d'avoir leurs organisations propres et les dénonçant comme des briseurs d'unité. C'est la C.G.T. réunifiée après 45 accusant de scissionisme et de nationalisme l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens qui refusait une unité syndicale imposée par la bourgeoisie impérialiste et ses ministres « communistes », chantres du maintien de l'Union Française. L'U.D.-C.F.D.T. de Paris n'a pas craint de reprendre ce type d'argument contre le Mouvement des Travailleurs Arabes, bête noire des syndicats depuis la grève qu'il avait lancée en septembre 73 : « Evidemment, il ne faut pas confondre organisation autonome nationale avec organisation nationaliste. Les mots d'ordre du M.T.A. lançant en réponse à l'attentat de Marseille la grève des nord-africains [sont] un exemple de la façon dont on peut provoquer la division de la classe ouvrière, quand on fait des raisonnements en termes nationalistes devant des problèmes qui touchent

tous les travailleurs » (Congrès de novembre 74 — souligné par nous). On se souvient du mot d'ordre éminemment unitaire qu'avaient alors lancé les syndicats : pas de « provocations », tous aplatis devant la violence bourgeoise !

Mais si cela lui permet d'enfermer une action, d'empêcher la solidarité de prendre corps, l'opportunisme est très capable d'invoquer au contraire le « principe » de l'« autonomie » des luttes, de la non-ingérence dans des actions décidées par les travailleurs eux-mêmes, ou du respect de la personnalité de chaque groupe ethnique, tous arguments qui, en tant que « principes », justement, ne font pas partie du bagage politique communiste, mais de la mythologie démocratique. Ils ont été longtemps une manière de spécialité de la C.F.D.T., mais la C.G.T. y recourt aussi à l'occasion, invoquant également la « spécificité nationale » pour empêcher la jonction de poussées de lutte chez des travailleurs qui se placent pourtant d'emblée sur un terrain de classe commun.



Face à la division actuelle du prolétariat, produit de la contre-révolution, il est vain d'avoir recours à des manœuvres destinées à « mettre l'opportunisme avec nous », ou de compter sur des recettes organisatives. Sans examiner dans le détail les positions prises par les différents groupes, il y a deux attitudes typiques, fondées sur des a priori organisatifs, qui constituent, à ce titre, un obstacle dans les luttes : d'une part celle, commune à presque toutes les organisations soi-disant d'extrême-gauche, qui présente l'adhésion aux syndicats actuels comme la voie de passage obligatoire pour la défense et pour l'unification des travailleurs, d'autre part celle de certains groupes maoïstes, comme la « Gauche Ouvrière et Paysanne », qui prétendent « corriger » ce premier préalable organisationnel en lui en ajoutant un second : l'organisation autonome des immigrés par nationalité, élevée au rang de principe.

C'est ainsi que, tout en entretenant des liens privilégiés avec la C.F.D.T. et en préparant allègrement le « Front uni avec le réformisme », la G.O.P. encourage la formation et le développement d'organisations autonomes de travailleurs immigrés « par nationalité », considérées comme « non seulement un droit mais une nécessité » et une « priorité de la période » (cf. *L'Outil des travailleurs*, n° 30). Il n'est pas nécessaire de nous attarder à la série d'arguments (« sociologiques », « politiques », « culturels... ») de la G.O.P., tous entachés d'un esprit fédéraliste, de l'horreur petite-bourgeoise pour un parti centralisé et centraliste qui prétendrait « diriger » le prolétariat en se « substituant » à sa sacrosainte liberté, et d'un nationalisme « populaire » bien caractéristique du maoïsme. Ce qui nous intéresse ici, c'est qu'un tel préalable organisationnel, qui, traduit en termes clairs, signifie l'anathème jeté contre des organisations regroupant des travailleurs immigrés de plusieurs nationalités, constitue une réelle entrave non seulement à la préparation de la révolution communiste, mais même à la lutte immédiate des travailleurs immigrés (qui a tout à gagner à dépasser les divisions dues aux traditions, voire aux langues différentes), et même aux luttes de libération nationale, qui ont tout à gagner à déborder les limites étroites des Etats existants pour s'étendre sur des aires plus vastes et qui, historiquement, ont d'ailleurs toujours tendu dans ce sens.

Etrangère à l'idéologie national-populiste du maoïsme, la Ligue Communiste partage par contre le dogme selon lequel la syndicalisation, et surtout le « soutien des syndicats » (entendu en réalité comme la reconnaissance par les syndicats actuels) serait la condition formelle sine qua non de l'unification de la classe. Posé en ces termes, l'appel à l'unité se transforme en suivisme pur et simple par rapport à l'opportunisme, dont Rouge dénonce le chauvinisme face à l'immigration, mais qu'il est amené une fois de plus à réhabiliter et à blanchir (unité oblige !). Une pente irrésistible ramène toujours le cen-

trisme — de gauche comme de droite — à identifier l'unité de classe à l'unité sous la houlette de l'opportunisme, dont il se fait ainsi, consciemment ou non, le rabatteur auprès des ouvriers combattifs. Présenter comme seul capable de sceller l'unité ouvrière le social-impérialisme qui défend l'intérêt national contre les immigrés, contre l'intérêt de la classe ouvrière internationale, c'est œuvrer à la division de la classe.



Ce que ne comprendront jamais ceux qui prétendent dicter des voies constitutionnelles à l'histoire en identifiant l'autonomie et l'unité de classe avec des formes d'organisation immédiates, c'est que seul le parti représente intégralement l'unité du prolétariat dans la mesure même où il recrute ses militants non pas sur la base de la profession, de la localité, de la nationalité ou de la race, mais de l'adhésion commune à un programme politique qui est celui de la révolution communiste, et donc sur la base de la discipline à des buts et à des règles communs. Mais la lutte revendicative qui, fût-ce de manière provisoire et partielle, réunit les travailleurs autour d'objectifs communs, est un moyen puissant de combattre la concurrence entre exploités, base de la domination capitaliste. C'est pourquoi une des tâches du parti est de participer aux luttes immédiates de la classe en poussant à leur élargissement, à leur radicalisation, en mettant en avant des méthodes de lutte classistes et des revendications unifiantes de façon à agir dans le sens non seulement de leur efficacité maximum, mais aussi des conditions les plus favorables de préparation de la lutte révolutionnaire future.

Si cela le conduit à rappeler sans relâche que, pour être efficace, la défense de la classe doit se placer sur le terrain de la force, non du droit, et qu'elle exige le combat non seulement contre la bourgeoisie mais contre ses agents opportunistes dans les rangs ouvriers, cela le conduit aussi à insister plus particulièrement, auprès des travailleurs français, sur la nécessité de la solidarité ; auprès des travailleurs immigrés, sur la nécessité de l'union par-delà les barrières nationales.

La jonction entre travailleurs français et immigrés suppose en effet avant tout que les premiers rompent avec « leur » bourgeoisie en reprenant à leur compte la lutte des travailleurs immigrés, en apportant leur soutien actif aux revendications spécifiques de cette catégorie particulièrement exploitée et opprimée, et leur contribution à la lutte contre l'impérialisme français. De même, l'unité avec les travailleurs immigrés rend impérative la reconnaissance, par les ouvriers du pays d'immigration, du droit pour les travailleurs immigrés en général, et tout particulièrement pour ceux originaires des colonies ou semi-colonies, à s'organiser comme ils l'entendent, y compris de façon séparée. La reconnaissance de ce droit (à ne pas confondre avec un « devoir », une « priorité de la période », ou un « principe ») est en effet une condition indispensable pour que les prolétaires des pays dominés puissent également surmonter les limites nationales et leur méfiance plus que compréhensible envers les ouvriers français, après des décades de collaboration des chefs social-chauvins du mouvement ouvrier métropolitain avec l'Etat impérialiste ; elle est un complément nécessaire du devoir de les accueillir dans leurs organisations de défense, sur un pied d'égalité totale.

Dans la lutte pour reconstituer l'unité de classe et surmonter le poids écrasant de la contre-révolution, le Parti ne peut se laisser guider par aucun fétichisme organisationnel. Il est vrai que pour que la défense (à plus forte raison l'attaque) atteigne toute son ampleur, il est nécessaire que renaisse entre le parti et la classe un vaste réseau d'organisations intermédiaires (et le parti œuvrera pour qu'elles soient les plus unitaires et les plus ouvertes possibles à l'influence des révolutionnaires). Mais il est tout aussi vrai d'une part qu'aucune organisation intermédiaire ne peut remplir complètement son rôle en dehors de l'influence décisive du

parti de classe ; d'autre part que ces organisations ne constituent nullement un préalable à la reprise de la lutte, mais bien plutôt un résultat parallèle de celle-ci avant d'en devenir un facteur ; enfin que rien ne permet de dire actuellement quelles formes précises elles prendront, ni de théoriser quelque forme existante que ce soit comme devant être nécessairement celle par où passera la reprise, pour la bonne raison que le caractère encore fragile et sporadique du mouvement social ne permet pas pour l'instant de privilégier l'une par rapport aux autres.

Aussi le Parti, sans jamais préconiser par principe la scission des syndicats existants sous prétexte qu'ils sont aux mains des opportunistes, suit-il attentivement la naissance et le développement de tous les regroupements nouveaux de prolétaires qui se forment en réaction plus ou moins ouverte à la politique de collaboration de classe ; il y participe activement dans la mesure de ses forces, mais sans jamais se lier les mains en théorisant tel ou tel au dépens des autres, sachant bien que la reprise peut passer par la plus grande variété d'organisations revendicatives nouvelles ou de transformations (dissolutions, scissions, réunifica-

tions, etc.) d'organisations existantes.

Dans les syndicats comme hors des syndicats, notre orientation est la même : lutte à mort contre la bourgeoisie et son serviteur l'opportunisme, et lutte contre tout ce qui peut constituer une entrave à l'élargissement de la défense ouvrière, qu'il s'agisse de hésitations devant la rupture avec l'opportunisme, qu'il s'agisse du sectarisme commun à beaucoup de chapelles d'extrême-gauche, qu'il s'agisse enfin du nationalisme et de toutes les formes d'étrousses locales.

Il est clair que nous nous sommes limités à définir ici quelques critères généraux de travail pour l'unité de classe entre travailleurs des différentes nationalités. Le fait que nous poursuivions le même objectif à travers différentes organisations existantes ne signifie bien entendu nullement que les caractères du travail soient les mêmes dans toutes et que nous soyons indifférents aux différentes formes, même actuelles. Définir le type de travail dans les différentes organisations (syndicats, comités, etc.) et évaluer les potentialités des organisations existantes pour en tirer des indications pratiques de travail est indispensable.

Mais ce sera un autre article.

Une intervention du Parti

L'offensive patronale contre les salaires et, d'une manière générale, contre les conditions d'existence et de lutte de la classe ouvrière suscite inévitablement des réactions prolétaires comme l'opportunisme ouvrier s'efforce de canaliser et de paralyser. Réagissant devant la baisse de leur salaire provoquée par les réductions d'horaire (baisse évaluée à 9,3 % pour les O.S.) les travailleurs des Ascenseurs Soretex à Angers se sont mis en grève illimitée et ont commencé à occuper les bureaux. Bousculant les directions syndicales qui pleurnichent devant la « mauvaise volonté » des patrons et en appellent à l'opinion publique, les travailleurs séquestrent les directeurs. Cela provoquera l'intervention des « forces de l'ordre » et l'inculpation de 6 travailleurs (dont les leaders C.G.T. et C.F.D.T.) tandis que les patrons brandissent des menaces de licenciement contre les « meneurs » supposés.

Nos camarades ont diffusé aux travailleurs qui se sont rassemblés devant le Tribunal le 8 octobre le tract dont nous publions de larges extraits.

La grève continue, mais l'opportunisme ouvrier lui aussi continue son travail de sape, faisant cesser l'occupation des locaux et contrant les tentatives spontanées d'organisation de piquets de grève, toujours au nom du respect de l'opinion publique et de... la liberté du travail !

PROLETAIRES, CAMARADES, TRAVAILLEURS DE SORETEX !

Devant la nécessité de défendre vos conditions d'existence, et d'abord votre salaire, vous vous êtes distingués par le véritable terrain où s'affrontent les intérêts des exploités et ceux des exploités : celui de la FORCE.

Pour la satisfaction de revendications pourtant modestes (9 % d'augmentation) vous vous battez avec les armes qui sont celles de la classe exploitée : l'ACTION DIRECTE, la GREVE qui paralyse la production, la séquestration des patrons.

Face à la combativité des travailleurs, le patronat brandit sa trique. Dans la nuit du 26 au 27 septembre ses flics bouclent le quartier Saint-Léonard et délient les directeurs. Intimidation et répression : les patrons menacent de licencier 20 grévistes et traitent 6 travailleurs devant les tribunaux bourgeois.

Poussés par votre combativité, les directions syndicales vous soutiennent du bout des lèvres mais font tout pour ramener votre lutte sur le terrain de la concertation pacifique entre les partenaires sociaux. « Nous n'avons jamais suggéré comme forme d'action ce que vous appelez la séquestration » (UD CGT du 5-10).

Lorsque les travailleurs — parmi lesquels des représentants syndicaux — sont traînés au tribunal, que déclarent ces directions syndicales ? « Nous serons présents en masse (?), mais dans le calme et la dignité. Il n'est pas question d'entraver la fonction de la Justice ». Les directions syndicales peuvent bien dénoncer « la loi des puissants et riches », elles se gardent d'appeler les travailleurs à se mobiliser (en débrayant ou en manifestant) pour défendre effectivement leurs camarades. Non, cela pourrait troubler la sérénité de messieurs les juges !

La justice n'est que l'instrument de l'Etat capitaliste. C'est le masque derrière lequel se cachent les patrons et leurs flics. Pour l'opportunisme ouvrier qui dirige aujourd'hui les centrales syndicales, ACTION = PETITIONS. Est-ce là la voie d'une véritable défense des intérêts ouvriers face aux patrons, à leurs flics et à leurs tribunaux ? Camarades, depuis le début de la lutte, vous savez où est votre force : dans l'action directe des travailleurs. Les opportunistes qui prétendent vous représenter appellent, eux... à signer des pétitions ! Pire, ils osent vous dire que « c'est la seule manière d'éviter l'extension et le durcissement des conflits » (CGT-CFDT Métaux du 2-10)... Ils ne savaient avouer plus clairement que leur premier souci n'est pas la défense de vos intérêts — qui passe justement par l'organisation et l'extension de la lutte — mais bien le maintien de l'ordre public, c'est-à-dire de l'ordre des patrons et de leurs flics.

PROLETAIRES ! CAMARADES !

Pour faire aboutir vos revendications :
— augmentation substantielle des salaires,
— paiement des jours de grèves,
— pas de licenciement,
— levées de toutes les sanctions judiciaires,

vous ne pouvez compter que sur vos propres armes de classe : l'action directe sur le terrain de la force — la grève — sans se soucier de la légalité bourgeoise, et l'appel à la solidarité prolétaire.

A BAS L'INFAME PAIX SOCIALE DE LA BOURGEOISIE ET DES SEN VALETS !

POUR LA GUERRE DE CLASSE !

Groupe syndical du Parti Communiste International.

ESPAGNE

Le maître ordonne, le valet obéit

L'exécution des cinq jeunes militants antifranquistes a relégué au second plan l'accord conclu récemment entre la « Junte Démocratique Espagnole » et le « Secrétariat de la Plate-forme pour la Convergence Démocratique ». Cette alliance associée programmatiquement le stalinisme, la social-démocratie, les monarchistes carlistes et la démocratie-chrétienne, cette dernière étant représentée par Joaquín Ruiz Giménez, ancien ministre franquiste et inspirateur de la très légaliste revue *Cuadernos para el Dialogo*. Qu'une partie de la bourgeoisie espagnole passe un accord avec la vieille opposition démocratique au nom de la régénérescence libérale de l'Espagne, voilà bien de quoi étonner ceux qui croient naïvement au combat irréductible entre les forces de la Démocratie contre le Fascisme, ou si l'on veut du Bien et du Mal.

En fait, cette entente exprime une tendance profonde de la bourgeoisie espagnole, et celle-ci le reconnaît clairement : « Le but proclamé provenant d'horizons très divers est identique : la démocratisation d'Espagne [...]. Actuellement, la grande question, donc, est de

rendre possible le passage vers l'action politique du peuple espagnol » (*La Vanguardia Española*, 18-7-75).

D'où vient ce besoin de changement ? Pour le savoir nous nous référons à un article publié, avant même la « révolution des œillets », dans la revue franquiste *Indice* (1), un article qui nous rappelle cette lucidité dont parlait Lénine à propos de l'expérience politique de la bourgeoisie :

« Dès que fera défaut à notre appareil économique l'aliment de

la formidable prospérité européenne et américaine, ou que l'inexorable relève des générations exigera des motivations nouvelles à la fonction de contrôle social [c'est-à-dire de soumission de toutes les classes sociales aux besoins de la conservation sociale et de l'accumulation capitaliste], alors les déséquilibres profonds de notre société se révéleront avec toute la force qui a été réprimée [souligné par l'auteur] au cours des dernières décennies.

« Je ne vais pas analyser ici la composition de ce courant [gros de déséquilibres] [...]. Mais on peut citer, parmi ses éléments, le manque [...] de compétitivité de notre appareil économique, l'absence d'harmonie entre les forces de production (2), [...] les forts déséquilibres entre les régions, [...] le possible affaiblissement de notre émigration vers l'Europe qui mettrait en évidence notre chômage réel, etc. ».

Pour résumer, non seulement,

dit la bourgeoisie, nous entrons dans une période historique grosse d'incertitudes et de déséquilibres économiques et sociaux grandissants, et ce avec une économie capitaliste fragile, mais en plus nous le faisons dans des conditions telles que nous n'avons pas réussi à empêcher la lutte ouvrière de défense (3), et, comble de malheur, alors que notre cohésion politique née de la guerre civile se fissure de plus en plus (4).

(Suite page 4)

(1) Cf. V. Pérez Sábada, « Para un programa de gobierno », mars 1974, traduit dans *Problèmes Politiques et Sociaux*, 24-1-75).

(2) Un porte-parole atitré de la bourgeoisie devait reconnaître que l'Etat franquiste est incapable d'empêcher la lente mais vigoureuse renaissance du mouvement ouvrier revendicatif : « Ce sentiment d'épuisement des mécanismes de croissance, de négociation et de dialogue au cours des dernières décennies se fait plus éclatant lorsqu'il s'agit des rapports patrons-ouvriers : depuis de longues années qu'on parle de l'entreprise comme d'une union d'intérêts au service de l'économie nationale, la réalité a démontré de façon tranchante

qu'il a toujours existé une contradiction d'intérêts clairement délimités entre ses différentes composantes » (*La Vanguardia Española*, 19-9-75).

(3) D'après des sources officielles, il y a eu 900 conflits, un million de grévistes et 24 millions d'heures d'arrêts de travail en 1973, cf. *Problèmes économiques et sociaux*, op. cit.

(4) Quelle magnifique confirmation de la prévision marxiste à l'égard des régimes bourgeois totalitaires qui, comme dans le cas du franquisme, prétendent éliminer, au moyen de la violence terroriste et d'une centralisation politique puissante, les antagonismes

économiques et sociaux qui parcourent la société capitaliste :

« Si en Italie (et peut-être demain dans d'autres pays) le fascisme a discipliné les intérêts et les appétits des groupes bourgeois au moyen du parti unique, il ne peut procéder logiquement dans cette ligne [...]. Appliquée à l'Etat, l'unité d'organisation du parti sera employée à défendre l'économie libre, la décentralisation des activités économiques et sociales, bref, le capitalisme, c'est-à-dire la désorganisation de la production et de la vie sociales [...]. L'opposition des intérêts que, par un effort notable des classes dominantes, le fascisme a réussi à réduire au silence par sa victoire, ne sera nullement

abolie, mais deviendra plus profonde que jamais. Telle est la contradiction inhérente au fascisme, même si sa tentative est d'une portée formidable. [...] La contradiction fondamentale qui existe entre la liberté laissée aux forces économiques capitalistes, d'une part, et la centralisation imposée aux activités politiques de la bourgeoisie, de l'autre, commence à se manifester par des heurts et des conflits au sein du parti fasciste lui-même. Et pourtant, comme nous l'avons déjà dit ci-dessus, nous ne pensons pas que le processus sera très rapide » (A. Bordiga, *Rome et Moscou*, 12-1-1923, publié dans *Communisme et Fascisme*, Ed. Programme Communiste).

(Suite de la page 1)

alliance étant renforcée au Portugal aussi par une longue tradition impériale.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que l'on rompt avec cette politique dès lors que l'on demande le contrôle de la production, et que des organismes de « contrôle » comme ceux qui ont vu le jour au Portugal, comme conséquence de la fuite d'innombrables patrons en faillite, se placeraient par nature sur un terrain non capitaliste ! L'histoire a déjà montré que même dans d'autres situations où la tendance au contrôle de la production est profonde, si la revendication du contrôle est déliée de la question centrale du pouvoir politique, elle se révèle comme un terrible piège réformiste (1) où se stérilisent les énergies prolétariennes tandis que l'Etat bourgeois peut se ressaisir. Ceci est d'ailleurs un point sur lequel nous reviendrons prochainement.

L'autre politique, la politique révolutionnaire, est une politique d'opposition complète et inconditionnelle à tout gouvernement tant que la machine de l'Etat bourgeois, et en premier lieu la hiérarchie militaire, son pilier central, ne sont pas détruites. Or, pour que des organisations ouvrières se portent sur le terrain de la lutte générale contre l'Etat, il faut non seulement des conditions générales révolutionnaires, l'Etat étant ébranlé sous les coups des vagues de lutte prolétarienne, mais il faut qu'existe un parti révolutionnaire qui donne à la classe ouvrière organisée l'indispensable unité de volonté, de tendance et d'action.

Revenons maintenant aux soviets russes. Les soviets étaient armés et entraînaient la masse des ouvriers et des soldats ; ils étaient animés d'un esprit réellement révolutionnaire. Eh bien, sous la direction des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires (qui apparaissent aujourd'hui comme de dangereux extrémistes aux yeux des Cunhal et des Soares), ils remettaient chaque jour davantage leur pouvoir au gouvernement provisoire de la bourgeoisie, au point de devenir de simples appendices de ce gouvernement. Pour qu'ils se réveillent de leur torpeur et deviennent de véritables organes révolutionnaires, capables d'en finir avec le pouvoir bourgeois, il fallut l'épisode de la lutte contre Kornilov et l'action résolument antigouvernementale du parti bolchévique, pour lequel les problèmes urgents (la paix, la question agraire) ne pouvaient être résolus que par un gouvernement des soviets. Voici ce qu'en conclut Trotsky dans son « *Anti-Kautsky* », *Terrorisme et Communisme*, livre aujourd'hui passé sous silence même par ceux qui se réclament de lui :

(1) Voir la série d'articles sur « Lénine et le mot d'ordre du contrôle ouvrier », *Le Proletaire*, n° 198 à 201.

Le mirage du « pouvoir populaire »

« On nous a accusés plusieurs fois d'avoir substitué à la dictature des Soviets celle du Parti. Et cependant, on peut affirmer, sans risquer de se tromper, que la dictature des Soviets n'a été possible que grâce à la dictature du Parti : grâce à la clarté de ses idées théoriques, grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le Parti a assuré aux Soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail. Dans cette substitution du pouvoir du Parti au pouvoir des Soviets, il n'y a rien de fortuit, et même au fond, il n'y a aucune substitution. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à une époque où l'histoire met à l'ordre du jour la discussion de ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants avoués de la classe ouvrière dans sa totalité » [souligné par nous]. Bien entendu la conquête des organisations prolétariennes à la direction du parti n'est possible que dans une période de haute tension révolutionnaire. De plus cette conquête n'est pas forcément possible dans toutes les organisations de la classe avant la prise du pouvoir. Mais les organes de l'insurrection seront impuissants ou vite vaincus s'ils ne se donnent pas une direction unique. Cette dernière ne tombe pas du ciel et seuls l'opposent aux organisations elles-mêmes ceux qui sont incapables de comprendre que le parti les conquiert à travers la lutte des classes parce que, par son activité dans la succession des affrontements avec l'ennemi, il se montre le plus apte à donner leur pleine efficacité à ces organisations et parce qu'il donne les réponses sûres aux exigences des masses prolétariennes.

Cette vérité est confirmée par toute l'expérience historique de la vague révolutionnaire des années 1917-1923 et par l'expérience de la terrible contre-révolution qu'a inaugurée le fameux « socialisme dans un seul pays ». Il n'est pas une seule organisation ouvrière, soviétique, syndicat ou à plus forte raison conseil d'usine ou comité d'atelier qui, sans la direction du parti communiste véritable, ne soit susceptible d'être mise par les directions réformistes, social-démocrates, stalinienne ou syndicalistes au service de la bourgeoisie. Pire encore : sans la présence en son sein d'une minorité révolutionnaire active et du parti, il n'est pas d'organisation qui ait pu s'opposer sérieusement à l'œuvre destructrice de l'opportunisme et éviter d'être vidée de toute substance de classe et devenir une courroie de transmission de la bourgeoisie et de son Etat.

Ce n'est pas sans intelligence que la bourgeoisie russe se retrouva derrière le mot d'ordre de Milioukov : « les soviets sans les bolchéviks ! ».

* *

La bourgeoisie portugaise est sans doute le produit d'un capitalisme arriéré. Mais, en politique, elle est passée par l'école de ses aînés, elle s'est assimilée leur expérience et fait montre d'un « sens des responsabilités » assez vif pour se sentir concernée par le maintien de l'ordre établi non seulement au Portugal et dans son ancien empire, mais même au niveau européen, sinon afro-européen.

La bourgeoisie portugaise ne pouvait empêcher ni l'agitation ni l'organisation ouvrières provoquées par l'effondrement de l'empire colonial et le nécessaire *aggiornamento* du capitalisme portugais, et ce, dans une atmosphère internationale de crise généralisée qui aggrave les difficultés des pays les plus faibles. Le problème était de maintenir cette agitation et cette organisation dans des limites compatibles avec l'ordre bourgeois, d'empêcher que la lutte contre le patron et le latifundiste, la lutte contre la guerre coloniale, avec la traînée d'étincelles de conscience que ces luttes font naître inévitablement, ne se transforment en conscience de l'opposition irréductible entre les intérêts de la bourgeoisie portugaise et de son Etat et les intérêts des masses prolétariennes et semi-prolétariennes, en incendie social menaçant les fondements de l'Etat. Là est la clef de la « révolution portugaise », qui n'a de révolutionnaire que les phrases dont elle use pour endormir les ouvriers et les empêcher de voir que, derrière les fanfares socialistes, se poursuit en fait l'œuvre de renforcement de l'Etat dont la force brutale apparaîtrait dès que le mensonge ne suffit plus.

Le garant de tout, c'est l'unité du pouvoir, condition absolue de la stabilité de tout régime. Or le pouvoir d'Etat repose avant tout sur l'armée. Et l'unité de l'armée est le principe numéro un de tous les partis officiels portugais, des partis bourgeois comme des partis qui se prétendent ouvriers, à la suite du M.F.A. qui est l'artisan essentiel de cette unité. Ensuite il faut contenir la revendication ouvrière : c'est la tâche de l'opportunisme, P.C.P. en tête. C'est à lui qu'il revient d'expliquer aux prolétaires que leurs revendications ne sont réalisables que si l'économie se porte bien, et donc qu'ils doivent, en contrepartie de la fin de la guerre coloniale, accepter les « sacrifices indispensables ». C'est ce que le document-guide du M.F.A., daté du 21 juin 75, appelle la « politique de vérité », et dont les grandes lignes sont : a) contenir les

augmentations de salaires, b) diminuer le volume des importations, c) austérité dans la consommation, d) augmentation de la production interne ; bref, il faut **gagner et manger moins, mais travailler plus** : c'est pour cela que sont nécessaires la « mobilisation locale pour le développement » et la poudre aux yeux du « contrôle organisé de la production par les travailleurs ». Ce n'est donc pas pour rien qu'en dépit des querelles et des dissensions, le P.C.P. est dans tous les gouvernements, y compris dans ceux où il dénonce la présence de « fascistes et de réactionnaires », car comme tout le monde l'admet « il a un rôle à jouer ». Et effectivement il a un rôle à jouer puisque son programme est : a) unité des forces armées, b) unité peuple-M.F.A., c) réformes, d) austérité. Mais il ne suffit pas d'avoir une influence sur les ouvriers pour les convaincre de la nécessité de l'austérité, dans une situation historique qui doit pousser la classe ouvrière à s'apercevoir que, si elle ne lutte pas avec ses armes de classe, il lui est impossible de résister à la dégradation constante de ses conditions de vie. Le conflit autour du syndicat unique, démagogie du P.S. mise à part, montrait bien que pour contrôler les ouvriers il ne suffit pas de contrôler le syndicat officiel paré des nouveaux atours démocratiques. Encore faut-il stériliser toute organisation naissante en combattant l'extrémisme et en laissant la masse des prolétaires dans une situation d'impuissance où ils n'aient d'autre issue que d'accepter les sacrifices comme un moindre mal.

De ce point de vue, le document-guide est explicite. Il faut d'abord préparer la répression contre tout ce qui ne respecte pas à la lettre les sains principes de la « révolution des œillets » :

« 2.3 La nécessité de réprimer avec la dureté indispensable des actions possibles de groupes et d'organisations clandestines armées, oblige à promulguer une loi spéciale ». C'est, soit dit en passant, cette loi que veut faire passer en ce moment le gouvernement Azevedo, une loi dont on prétend qu'elle est dirigée contre les « contre-révolutionnaires ». Mais on sait par expérience que, pour les démagogues socialistes et l'opportunisme, est contre-révolutionnaire tout ce qui ose protester contre l'ordre établi, baptisé « révolution » ! D'ailleurs ce paragraphe est immédiatement suivi par le point suivant :

**SOLIDARITE DE CLASSE
AVEC LE PROLETARIAT CHILIEN**
Lecteurs et sympathisants, diffusez cette nouvelle brochure.
Commandes au « Proletaire ».
Prix : 2 F.

En fin de compte, le but recherché est l'intégration de ces organismes dans l'Etat et le mot d'ordre d'« organisations a-parti » n'est que la formulation de la loi de la pesanteur sociale pour l'accomplissement de laquelle combat le M.F.A. : « pas de direction de parti = direction de l'Etat ».

(A suivre)

Le maître ordonne

(Suite de page 3)

« Le pire, souligne Pérez Sábada, est que la classe dominante espagnole ne peut exploiter que le reste du peuple espagnol, faute d'avoir du poids dans les relations économiques internationales, en raison du manque d'esprit de création et de compétitivité de notre appareil productif ».

La solution bourgeoise la meilleure ? Mais la démocratie, parole ! Une démocratie capable d'allier la force de coercition de l'Etat (qui s'est blindé pendant des décennies et renforcé encore avec la dictature franquiste) et la souplesse mystificatrice du parlementarisme à la soumission volontaire du prolétariat aux intérêts du capitalisme.

C'est le très monarchique quotidien ABC qui affirme « qu'il est nécessaire de faire preuve d'imagination, d'audace et d'autorité [!], toutes choses qui manquent à notre « establishment » immobile. Pour cela il est indispensable de renouveler cette oligarchie épuisée avec de nouvelles formations politiques qui passent de la défensive stérile et démoralisante [démocrates !, vous entendez ? !] à une action audacieusement constructive en accord avec la réalité de ce nouveau pays ». En outre, ajoute ABC, « le système démocratique et pluraliste est la meilleure barrière contre la dictature communiste » et « sur le plan militaire aussi, les démocraties sont les plus fortes, comme la dernière guerre mondiale l'a démontré » (18-9-75).

Quant à l'Eglise, elle apporte naturellement sa bénédiction à ce cœur de « progressistes » :

« L'épiscopat se prononce en faveur du changement des institutions pour une participation politique d'individus ou de groupes garantie par la loi et sans discrimination. Si une telle législation n'est

pas adoptée on pourrait aboutir à des frustrations dangereuses » (Déclaration de l'épiscopat espagnol rapportée par Le Figaro du 2-12-74).

« Notre problème dans la présente décennie, poursuit Pérez Sábada, est d'organiser une société dont l'appareil de contrainte nécessairement moins dur que le précédent suffira à contenir les tensions et les déséquilibres de toute nature. Cela implique une société plus juste [sic], plus libre [re-sic], comportant de plus hauts indices de consensus [nous y voilà], d'esprit de création et de solidarité [entre les classes] ».

Vous entendez, prolétaires espagnols ? Hier, la bourgeoisie vous faisait plier avec du plomb et la matraque, et aujourd'hui qu'elle ne réussit pas à empêcher votre lutte de défense, elle voudrait faire en sorte que vous pliez **volontairement** ! Et l'auteur de l'article énonce les mesures que souhaite une partie de la bourgeoisie espagnole « d'avant-garde » :

« 1. La réconciliation nationale. La gauche espagnole doit assumer la responsabilité **solidaire** [souligné par l'auteur !] des changements que notre société a besoin d'entreprendre, et renoncer aussi bien à l'opportunisme qu'à toute idée de revanche. Elle doit jouer un jeu ouvert [aujourd'hui il est caché !] et ne pas mélanger « les raisons et les sentiments d'hier » avec les problèmes de demain [autrement dit, les partis « ouvriers » — P.C.E. et P.S.O.E. et autres — qui acceptent de se plier à nos raisons d'Etat et de classe, sont invités à s'intégrer dans l'appareil de l'Etat].

« 2. Secteur public. Il devra renoncer à son rôle de « muleta » du secteur privé invalide et prendre la tête en matière d'initiative créatrice comme pour définir les niveaux d'efficacité et d'intérêt social

au-dessous desquels tout ce qui « ne fait pas le poids » dans le secteur privé doit se rénover ou disparaître. Il se trouve dans de meilleures conditions pour tirer parti des avantages de la planification à l'échelle nationale, du développement de la recherche fondamentale, de l'affectation de ressources à des projets bien évalués, de la création d'entreprises qui seront rentables à long terme, des essais de cogestion et d'autogestion. Son rôle ne peut être de remédier aux défauts du secteur privé ».

En d'autres termes : c'est à l'Etat de prendre la tête du capitalisme espagnol et, comme il se doit à la suite d'une crise économique, d'accélérer la liquidation du capital en faillite. Par ailleurs, l'auteur théorise cette tentative de capitalisme d'Etat, ou plutôt d'industrialisme d'Etat, comme une « expérience socialiste », vis-à-vis de laquelle le secteur capitaliste jouerait un rôle « subordonné ». Voici donc les franquistes transformés en... staliniens ! S'élevant contre le syndicalisme vertical (5), car « plus accusée sera la différence entre la structure officielle et la structure réelle du monde ouvrier, plus grands seront les conflits à court et à long terme », notre bourgeois éclairé propose :

« 4. Le « coopérativisme » socialiste [grâce auquel on pourra réaliser] :

a) l'incorporation aux mécanismes économiques fondamentaux, sous le signe de l'espoir [!] et de la solidarité [!] d'une grande partie de notre population active [lisez plutôt : en intégrant dans l'appareil de l'Etat et dans les entreprises les organisations syndicales tricolores dirigées par les opportunistes on pourra demander aux ouvriers de retrousser volontairement leurs manches]. On doterait ainsi notre société d'un **stabilisateur** [souligné par l'auteur !] qui lui fait aujourd'hui défaut et d'un générateur de rapports de **collaboration** [souligné encore par lui !] de plus en plus nécessaire [...];

e) une nouvelle morale sociale [de « libre » collaboration des classes] [...]. Il faut incorporer les ouvriers dans l'appareil productif si l'on veut [...] qu'ils finissent par être des participants et non des étrangers qui se méfient et dont on se méfie ».

Qu'un tel programme n'aille pas de soi, c'est l'évidence, mais l'auteur ajoute : « Cependant, des raisons sérieuses imposent à l'Espagne d'explorer cette possibilité : la régénérescence spontanée [du capitalisme espagnol] est, en effet, impossible, et il faut tenir compte du fait que les problèmes espagnols ne comportent pas de solutions faciles et qu'il n'y a d'autre ressource que de **choisir** parmi les solutions difficiles ».

La démocratie-chrétienne, regroupée autour de Joaquin Ruiz Giménez, et aujourd'hui alliée du stalinisme, déclare de même :

« A des problèmes sans précédent, doivent correspondre des actions nouvelles, inédites [...]. Les Occidentaux lucides — il en existe aussi à droite [bien sûr !], dans les milieux néo-capitalistes — se sont aperçus que la difficulté de l'heure impose le dialogue avec l'opposant [...]. Il faut s'habituer à penser que nous approchons du moment où l'action du gouvernement imposera nécessairement une certaine forme d'incorporation de l'opposition, des groupes politiques ennemis. C'est, en général, dans le monde de l'économie, de l'industrie qu'apparaissent d'abord les formules sociales. Tout le vaste processus d'intégration, d'incorporation à la société ou à la communauté de travail dans l'entreprise ou dans l'Etat doit servir d'orientation [...] dans le domaine de la décision strictement politique » (El año nuevo político, Aguilar Navarro, dans Cuaderno para el diálogo, octobre 1974).

(Nous verrons dans la suite de cet article que la bourgeoisie espagnole a déjà à son service le personnel politique de rechange dont elle pourrait avoir besoin demain.)

(5) Pour sa part, l'Eglise soutient que « les ouvriers devraient avoir le droit de grève et de constituer des syndicats pour la défense de leurs propres intérêts » (Le Monde, 21-9-74).

Dans les soubresauts

(Suite de la page 1)

gences changeantes de la « valorisation » du capital.

Peut-on sortir de ce cercle mortel par la voie chère aux bourgeois et aux opportunistes défenseurs de l'ordre établi, c'est-à-dire la voie de l'« élargissement de la base productive » au moyen d'investissements et de reconversions d'une part, de l'augmentation de la « consommation sociale » ou « populaire » d'autre part ? Comment le pourrait-on, si ce n'est en **recréant** les conditions d'un cycle encore plus insensé de croisances rapides et de chutes brutales, en **reproduisant** les causes matérielles d'un « trop peu » qui se transforme en un « trop » et redevient brusquement « trop peu », en **exaspérant** la contradiction déjà aiguë entre une productivité sociale du travail qui atteint des niveaux records et une durée moyenne de travail qui reste effroyablement stationnaire ou qui ne baisse un peu qu'au prix d'une exploitation encore plus intense de chaque heure de la journée et de chaque goutte de sueur des prolétaires ? Comment le pourrait-on, si ce n'est en perpétuant un martyre fait de crises et de guerres périodiques, si ce n'est en **raccourcissant** les intervalles illusoire de prospérité et de paix entre deux catastrophes ?

Pourtant, c'est bien des vicissitudes tourmentées de la « mission historique de l'époque bourgeoise » qu'émerge **l'exigence matériellement déterminée du communisme**. Les forces productives indispensables pour satisfaire les besoins multiples et toujours plus riches de l'espèce humaine existent : le capitalisme lui-même, bien que de façon chaotique et au prix d'un gaspillage dément, les suscite et les recrée sans cesse. Ce n'est pas le « manque de moyens matériels » qui empêche l'homme, dans sa lutte pour assurer son existence et la reproduire, d'avoir accès à ce « **régne de la liberté** » que Marx, dans le même Livre III du Capital, identifie avec la réduction maximum du temps de travail nécessaire, cet insurmontable « **régne de la nécessité** » dans toute forme de vie associée.

Ce qui manque c'est la **puissance sociale** capable de plier les forces productives pour les mettre au service de la « **discipline** » et du « **contrôle** » rationnels de l'« **échange organique entre l'homme et la nature** », assuré non par l'individu — qui dans le monde du capital se croit un roi, alors qu'il n'est qu'un esclave — mais par l'« **humanité socialisée** ».

Ce qui manque, c'est la domination consciente des « producteurs associés » sur le temps de travail collectif, son extension à tous, son emploi en fonction des besoins de tous, son application utile à des objets de travail efficaces pour un résultat utile, son économie du fait de l'accroissement de sa puissance productive. Bref, ce qui manque, c'est ce qui ne pourra jamais caractériser le régime capitaliste, et qui ne peut être que le **communisme**.

C'est l'histoire elle-même qui pose le problème, c'est l'histoire elle-même qui en indique la solution. « **La limite du capital, c'est le capital lui-même** » ; la barrière contre laquelle se heurtent à tout moment les forces productives qu'il déchaîne, ce sont « les conditions impératives du fonctionnement du capital ». On ne peut franchir cette barrière sans briser le cercle de fer et de feu qui en protège non pas tant le développement, que la survie en tant que forme historique bestialement dissipatrice et follement antisociale : le comité d'administration de la classe qui l'incarne, son Etat politique. Et cet Etat, seule la première, la plus grande, la plus puissante des forces productives, la force

de travail — c'est-à-dire, **physiquement, socialement et politiquement** la classe ouvrière — peut le briser.

Lorsque Marx tire des entrailles immondes du capitalisme la certitude de la société communiste, il n'appelle pas les prolétaires, créateurs de cette pyramide énorme de marchandises sur laquelle trône le dieu Profit, à se baisser pour ramasser à leur pieds le trésor caché qui les attend ; il les appelle à se lancer comme une armée compacte contre la forteresse de cette société qui tout à la fois l'annonce et la nie. S'ils veulent conquérir le « **régne de la liberté** », et le conquérir par là-même pour tout le genre humain — non plus divisé en classes, non plus aligné sur les fronts opposés de la vente et de l'exploitation de la force de travail, non plus esclave d'une « puissance aveugle » et ennemie, mais maître de son propre destin — les prolétaires doivent faire sauter tout l'appareil de domination que le capital a élevé pour se défendre. Et seule la révolution, la violence organisée de la classe qui aujourd'hui, désarmée, verse sa sueur et son sang, seule sa dictature contre la renaissance des forces tenaces du passé, sa terreur rouge, feront — en vertu d'une détermination historique — voler en éclats cet appareil de domination.

Encore une fois, ces conditions de l'avènement du communisme se préparent au sein même du capitalisme, en partant de la guérilla économique quotidienne pour un salaire moins misérable et pour une durée du travail moins accablante, et en s'élevant à la lutte politique de classe pour attaquer à la base le « système du travail salarié ». L'anticipation du communisme est inséparable de la lutte pour le communisme, ou elle n'est qu'un pieux mensonge ; le passage de la société bourgeoise à la société socialiste est impensable en dehors de ce gigantesque tournant historique qui s'appelle dictature du prolétariat, ou il n'est qu'un rêve impuissant.

Mais tout ceci suppose, avant et après l'objectif de la conquête du pouvoir, l'organe de conscience et de volonté qui est appelé à canaliser, à fondre, à organiser, à diriger la classe prolétarienne sur un chemin connu et proclamé à l'avance, vers un but connu et proclamé à l'avance : tout ceci suppose le **Parti**.

permanences du parti

- A Amiens : les dimanches 26 octobre et 9 novembre de 10 h à 12 h, café « A l'habitude » (Tour Perret).
- A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.
- A Marseille : les samedis 25 octobre et 8 novembre de 14 h à 30 h, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstein 68, 4, rue Gutenberg.
- A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) Le samedi, de 11 h à 15 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couplès, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

Le pain, sinon le travail !

(Suite de la page 1)

de nouveaux travailleurs dans le canton, et en avertissant la Société Suisse des Entrepreneurs qu'aucun nouveau ouvrier venant de l'extérieur ne doit être embauché tant que les travailleurs de Bagnoud ne seraient pas remplacés. Les directions syndicales opportunistes se sont donc transformées en agence de placement travaillant avec la participation des syndicats patronaux qui ne demandent pas mieux que de sauver la paix sociale sans rien déboursier. N'est-ce pas aussi le résultat de la politique de sauvetage des entreprises — et non de défense ouvrière — de l'opportunisme à Titan Coder, Isotube, Tanneries d'Annonay, Grandin ou ailleurs, où en collaborant à la restructuration, il souscrit au licenciement d'une grande partie des ouvriers ?

Défendre une soi-disant « garantie de l'emploi » dans le mode capitaliste de production ne peut aboutir qu'à diviser et opposer les catégories de travailleurs entre elles, les combattifs aux non-organisés comme à Bagnoud ; les chômeurs aux non-chômeurs ; les vieux aux jeunes (avec l'éceurant « place aux jeunes » de la C.G.T. et C.F.D.T.) ; les titulaires aux auxiliaires ou aux intérimaires ; les nationaux aux immigrés (la C.G.T. — suivie par la C.F.D.T. — ne demande-t-elle pas comme mesure propre à garantir l'emploi... des prolétaires français, la limitation de l'immigration et le renforcement du contrôle à travers l'O.N.I. ?) ; les nationaux aux étrangers : dans un tract du 29-9-75, la C.G.T. de la Néogravure d'Issy-les-Moulineaux critique le non-rapatriement promis par Giscard des travaux effectués à l'étranger et représentant 60 % du total des imprimés de labeur, et s'indigne : « Giscard d'Estaing a-t-il été élu pour fournir du travail aux imprimeries de la petite Europe, au détriment de l'imprimerie française ? ».

La lutte contre les licenciements — qui doit se heurter au bloc opportuniste-bourgeois qui table sur la division des prolétaires pour perpétuer cette infâme société — doit être liée à une dénonciation de l'objectif illusoire de la « garantie de l'emploi ». Elle doit appeler à la solidarité active et organisée des non-chômeurs envers les chômeurs, pour obtenir le salaire intégral aux ouvriers licenciés, ou frappés de réductions d'horaire, le droit des chômeurs à rester inscrits au syndicat sans payer de cotisation, et à participer aux assemblées et aux grèves, et l'égalité de tous les droits pour les travailleurs immigrés.

Seule la société communiste pourra donner à tous ses membres le travail, qui, d'un autre côté cessera d'être une nécessité et un moyen d'asservissement pour devenir le premier besoin vital de l'homme. Mais en attendant, il faut lutter pour que tout travailleur puisse avoir, sinon le travail, du moins le pain.

Vient de paraître

New Publication

COMMUNIST PROGRAM

New Series - No. 1 - October 1975

CONTENTS

- Once Again On Crisis and Revolution.
- The Course of World Imperialism.
- Force, Violence and Dictatorship in the Class Struggle.
- The Cycle of the « Awakening of Asia » is Closed Only to Reopen Again on a Higher Level.
- The Bitter Fruits of Thirty Years of Democratic Peace and Capitalist Prosperity.

Prix : 6 F.

Price : 50 p./\$ 1.00.

ATTENTION, lecteurs et sympathisants parisiens : les permanences du samedi sont de 11 h à 15 h !